

**LES
NOUVELLES MENACES
SUR NOTRE MONDE**

vues par la

CIA

Analyses, faits et chiffres

Préface d'Adrien Jaulmes et Lucas Menget

**RUSSIE, UKRAINE,
EUROPE DE L'EST
ET AUTRES RISQUES DE CONFLITS**

ÉQUATEURS DOCUMENT

LES
NOUVELLES
MENACES

SUR
NOTRE MONDE

VUES PAR LA

CIA

LES
NOUVELLES
MENACES

SUR
NOTRE MONDE

VUES PAR LA

CIA

Analyses, faits et chiffres

Préface d'Adrien Jaulmes
et Lucas Menget

ÉQUATEURS

Cet ouvrage est la traduction du rapport *Annual Threat Assessment of the US Intelligence Community*, de l'audition des responsables de la CIA devant la Chambre des Représentants au sujet de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des faits et chiffres tirés de *The World Factbook* publié par la CIA.

Traduction de l'anglais (États-Unis).

ISBN: 978-2-3828-4377-2.

Dépôt légal: avril 2022.

© Équateurs/Humensis, 2022, pour la traduction française.
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

contact@editionsdesequateurs.fr
www.editionsdesequateurs.fr

SOMMAIRE

Préface	9
I. Évaluation annuelle des menaces de la communauté américaine du renseignement	21
Avant-propos	23
Chine	29
Russie	37
Iran	45
Corée du Nord	51
Sécurité sanitaire	55
Changement climatique et dégradation de l'environnement	61
Questions transnationales supplémentaires	65
Conflits et instabilité	79
II. Audition sur les menaces actuelles dans le monde	87
III. Analyses, faits et chiffres : Russie et Ukraine	121
Russie	123
Ukraine	147
IV. Analyses, faits et chiffres : anciens pays de l'empire soviétique	169
Pologne	173

Biélorussie	189
Sovaquie	207
Hongrie	223
Roumanie	239
Moldavie	255
Estonie	271
Lettonie	287
Lituanie	303
V. Analyses, faits et chiffres : Finlande	317
Finlande	319

LA CIA est de retour. Depuis le début de la crise ukrainienne, la Compagnie a renoué avec sa mission première : le renseignement. Elle a aussi retrouvé son vieil adversaire : la Russie. Elle avait été créée pour la contrer il y a soixante-quinze ans, en 1947. Mais face à un ancien agent du KGB, Vladimir Poutine, maître des illusions et des manipulations, la CIA a inventé une nouvelle méthode : employer l'information non pas pour dissimuler, mais pour faire éclater la vérité. De façon inédite, les agents de l'ombre ont choisi comme arme la lumière.

Depuis les premières concentrations de troupes russes observées le long des frontières ukrainiennes en avril 2021, puis de nouveau à l'automne, l'administration américaine a choisi de pratiquement tout dévoiler de ce qu'elle savait des plans de Moscou. Jamais les États-Unis n'avaient rendu publiques autant d'informations et d'analyses, avec autant de détails, aussi rapidement et avec autant de constance. Au cours des mois et des semaines qui ont précédé l'invasion russe, les Américains ont fourni à leurs alliés et même publié des documents précis : des images satellites montrant les concentrations d'unités russes, les parcs d'artillerie et les blindés qui se massaient autour de l'Ukraine.

Vladimir Poutine et Sergueï Lavrov, son ministre des Affaires étrangères, répétaient qu'il ne s'agissait que de

manœuvres d'entraînement, qu'ils n'avaient aucune intention d'envahir l'Ukraine et que les Américains lançaient de fausses accusations. Les Européens, qui avaient appris à se méfier des certitudes de la CIA, restaient circonspects. Même le gouvernement ukrainien de Volodymyr Zelensky considérait que Washington exagérait la menace. Et pourtant les informations fournies par la CIA ont continué d'affluer, précises, implacables, mises à jour régulièrement comme des observations météorologiques d'une tornade en formation.

Les renseignements divulgués n'étaient pas seulement des estimations numériques. Les Américains ont aussi dévoilé ce qu'ils savaient des plans russes. Ils ont révélé à l'avance l'existence d'équipes de sabotage envoyées en Ukraine pour désorganiser le pays, de complots visant à fomenter un coup d'État à Kiev, ou les opérations de provocation destinées à justifier une intervention. Ils sont allés jusqu'à révéler les opérations de désinformation du FSB et du GRU en préparation, comme la mise en scène filmée d'une attaque ukrainienne contre les territoires séparatistes du Donbass, avec des acteurs jouant les victimes, faux blessés et cadavres, qui aurait servi de prétexte à la Russie pour voler au secours de populations prétendument en danger. Ils sont même allés jusqu'à prévoir la date de l'attaque, après la fin des Jeux olympiques de Pékin.

L'ampleur et la qualité de ces révélations était sans précédents. Le monde de l'espionnage est un univers où le renseignement est précieux. Les services secrets ne partagent leurs trésors qu'avec parcimonie, uniquement avec leurs plus proches alliés, et souvent en échange d'autres informations. Aux États-Unis, seuls le Président et une poignée d'élus au Congrès, membres des commissions du renseignement au Sénat et à la Chambre, sont destinataires des renseignements classifiés de la CIA.

Par peur à la fois de compromettre leurs sources et de révéler à leurs adversaires l'étendue de leur savoir, les

agences de renseignements ont aussi la hantise des fuites. La légèreté avec laquelle Donald Trump traitait les secrets de la CIA, montrant parfois des documents confidentiels à des responsables étrangers (comme Sergueï Lavrov) ou divulguant des informations mettant en danger les agents et les sources de la CIA, avait à plusieurs reprises alarmé les professionnels de Langley. L'extraction en 2017 d'un agent haut placé au Kremlin, exfiltré avec sa famille pendant de prétendues vacances au Monténégro, avant de réapparaître en Virginie dans la banlieue de Washington, DC, avait été attribuée à l'époque aux craintes de la CIA que sa couverture ait été compromise.

Le renseignement américain avait aussi perdu de sa crédibilité. Une succession d'échecs, comme de n'avoir pas pu empêcher les attentats du 11 septembre 2001, ou d'avoir dû monter de toutes pièces le dossier des armes de destruction massive de Saddam Hussein pour justifier l'invasion de l'Irak en 2003, avaient porté un coup à son aura, tout comme les révélations sur ses activités de surveillance domestique.

La guerre contre le terrorisme islamiste avait aussi transformé la CIA. L'agence avait dû justifier la pratique des «interrogatoires poussés», euphémisme désignant la torture, dans des centres secrets à l'étranger. Elle avait développé une force aérienne secrète de drones tueurs, indépendante de l'US Air Force, éliminant ses cibles grâce à ses avions sans pilote. Les années Trump, qui se méfiait de ses propres services de renseignement, et avait tendance à faire plus confiance aux autocrates étrangers, avaient porté un coup supplémentaire au moral de l'agence.

En renouant avec sa mission première, la CIA a retrouvé sa crédibilité en Ukraine.

Deux personnages ont joué un rôle clef.

Avec sa fine moustache, ses cheveux argentés et son élégance un peu désuète, William Burns, le nouveau directeur de la CIA, ressemble à un personnage de Graham

Greene. Ce diplomate de carrière a gardé les manières affables et le vocabulaire précis du Département d'État. Mais ce polyglotte, qui parle russe aussi couramment que l'arabe, a aussi une idée précise quant au rôle d'une agence de renseignement face à la subversion russe. Ancien ambassadeur à Moscou, il connaît la Russie, a vu son armée à l'œuvre en Tchétchénie, et surtout a rencontré à plusieurs reprises Vladimir Poutine.

Burns est un disciple de George Kennan, le grand ambassadeur américain qui mit en garde son pays contre les intentions de l'URSS en 1946, un an avant la création de la CIA et le début de la guerre froide. Son *Long Telegram* est resté l'un des documents fondateurs de la politique américaine vis-à-vis de Moscou. Ses mots résonnent encore aujourd'hui : «Le manque de respect des Russes pour la vérité objective – en fait, leur incrédulité quant à son existence même – les conduit à considérer les faits comme des instruments destinés à servir un objectif ou un autre.»

L'autre est Avril Haines, la directrice nationale du Renseignement, qui supervise les 16 agences fédérales américaines en charge du renseignement, et est la principale conseillère de Biden en la matière. Cette femme discrète a un profil encore moins classique. Ancienne adjointe au conseiller à la Sécurité nationale d'Obama, puis numéro deux de la CIA, cette juriste de formation au parcours excentrique, qui apprend le judo au Japon, tente de traverser l'Atlantique en Cessna, avant de devenir la patronne d'un café littéraire, suscite le respect partout où elle travaille.

Vous lirez dans ces pages leurs audiences devant la Commission du Renseignement de la Chambre des représentants. Leurs réponses sont précises, professionnelles, exemptes de spéculations.

Leur nouvelle méthode de lutte contre la désinformation, par la diffusion rapide de renseignements et analyses

d'habitude classifiés, n'a pas dissuadé la Russie de lancer son offensive. Mais elle a privé Poutine de l'effet de surprise, et surtout lui a retiré l'initiative. Le maître ès manipulations s'est retrouvé constamment sur la défensive, contraint de réagir face à ses adversaires. L'ancien agent secret, paranoïaque et manipulateur, a aussi douté de son propre entourage, finissant par laisser ses propres généraux dans le doute sur ses intentions. Cette méthode a ensuite permis d'atténuer l'effet des fausses informations de Poutine. En inoculant la vérité comme un vaccin, elle a privé de leur effet les campagnes de désinformation russes.

La guerre de l'information n'est pas nouvelle. Dans les années 1970, sous la direction de Youri Andropov et au moment où Poutine rejoint ses rangs, le KGB lançait déjà des campagnes de désinformation contre les États-Unis, semant le doute et la zizanie, profitant de la crédulité des opinions publiques occidentales : la CIA a inventé le sida ou le virus Ebola, ou bien est responsable de l'assassinat de Kennedy. Le développement d'Internet a permis de reprendre ces méthodes à une échelle sans précédent. Via Facebook et les réseaux sociaux, la Russie désinforme, manipule, transforme sans vergogne les faits, semant la suspicion. L'enquête de Robert Mueller, ex-directeur du FBI, a exonéré faute de preuves Donald Trump de collusion avec la Russie mais a révélé l'ampleur phénoménale de la campagne de désinformation russe qui a semé les doutes et brouillé les cartes pendant la campagne électorale américaine de 2016.

La crise sanitaire mondiale de Covid, première pandémie de l'ère contemporaine, a partiellement masqué une autre épidémie, plus sournoise encore, et pour laquelle personne n'a encore trouvé de traitement efficace : la méfiance envers les faits, la croyance en des vérités multiples ou cachées. Le doute était déjà bien présent. Mais la Covid a donné une impulsion majeure à toutes les théories du complot, venant apporter une forme de « preuve », par

exemple, de la collusion entre États et laboratoires pharmaceutiques dans le but évident de massacrer une partie de la population de la planète pour faire de la place à une élite mondialisée. En France, la méfiance a pu se déployer rapidement, à cause d'un terreau fertile. Une étude précise de la fondation Jean-Jaurès et de Conspiracy Watch de janvier 2018 montre que 55 % des Français estimaient alors que le ministère de la Santé travaillait avec le « Big Pharma » pour cacher la nocivité des vaccins. Une fois l'épidémie de Covid déclarée, cette portion de la population a vu sa croyance enfin « démontrée », et les sites conspirationnistes ont déployé toute leur puissance via les réseaux sociaux. Une partie de la population avait, de son côté, perdu toute foi dans l'Amérique après l'élection de Donald Trump, et les mensonges répétés à l'envi du plus puissant président du monde. Pourquoi croire, puisque tout portait à ne plus croire personne ? La vérité est finie, débarquée de son piédestal, et chacun peut construire la sienne. Médias, politiques, scientifiques, tous menteurs ! Des deux côtés de l'échiquier des extrêmes, ce complotisme s'est déployé pendant la campagne présidentielle française de 2022 : les Américains mentent (Trump en est la preuve), l'Europe et l'OTAN sont des émanations de ce mensonge mondial. Il y a un agenda caché, organisé en haut lieu et particulièrement à Washington, qui menace la planète. Vladimir Poutine, lui, n'a probablement rien manqué de ce spectacle offert par un Occident fracturé, où les manifestations contre le pouvoir alternaient avec la crise du « politique », envers qui est tournée toute la défiance. De sa datcha ou du Kremlin, entouré de conseillers aussi serviles qu'effrayés, il a dû savourer une réécriture de l'Histoire allant dans son sens. En France particulièrement, où l'antiaméricanisme est ancien et ancré.

La débâcle américaine de Kaboul, en août 2021, a été à ce titre déterminante pour construire une vérité alternative. La théorie selon laquelle la CIA avait créé les talibans

et Al-Qaïda a repris du service à une vitesse impressionnante. Le choix de Joe Biden de se désengager et de laisser les talibans en maîtres de l'Afghanistan était la preuve que les Américains avaient tout prévu, depuis le début. Alors que la guerre soviétique de 1979 à 1989 dans le même pays était au contraire une opération «humanitaire» destinée à aider un pays ravagé par les bandits... Une terminologie qui va dès lors parfaitement coller à la fabrication du mensonge destiné à justifier l'invasion de l'Ukraine. Le pouvoir russe n'eut qu'à imposer à ses médias relais, nationaux et internationaux, cette réécriture de la tragédie afghane pour la faire coller à ses plans, là aussi relayée par hommes et femmes politiques de premier plan en France. À force d'être répétée («la communication est la répétition», disent les publicitaires), la petite musique d'une Amérique machiavélique devenue impuissante a fini par se faire une place, se diluer dans les discours et les croyances, chaque «camp» s'enfermant dans des silos cognitifs. Vladimir Poutine et Sergueï Lavrov annonçaient la nécessité d'un changement de régime à Kiev, pays dirigé par des bandits drogués et néonazis. Au mieux, on n'y croyait guère, au pire, on les prenait au sérieux.

C'était sans compter le changement de stratégie de la CIA. Quelque part entre les bureaux de Langley et ceux de la Maison Blanche, a été prise la décision de faire de la diffusion de l'information une arme.

Semaine après semaine, la CIA a rendu publics des documents inédits, prouvant par les faits l'avancée inéluctable de la machine de guerre russe sur le front ukrainien. Pourtant, peu ont accepté de les prendre au sérieux. Ces années noires de la CIA avaient laissé trop de traces pour qu'on les prît pour argent comptant. Journalistes et décideurs ont tordu le nez. La crise de confiance, majeure, a contraint les politiques, même s'ils ne doutaient pas forcément de la vérité des informations américaines, à les minimiser pour ne pas donner l'impression de suivre

naïvement «une fois de plus» les espions américains. De nombreux alliés européens ont douté jusqu'au bout de ces informations. Le chef du BND, les services secrets allemands, se trouvait même à Kiev pour des rendez-vous le jour de l'invasion russe, et a dû repartir par la route.

Sauf que tout était vrai, et que William Burns ne mentait pas. Les faits, précis, documentés, analysés, comme ceux que vous allez lire dans les pages qui suivent, permettaient de comprendre à la fois la stratégie russe et sa duplicité permanente. Le combat à distance mené par la centrale américaine était en fait simple : faire éclater la vérité au grand jour pour empêcher la guerre.

Il a fallu un 24 février à 5 h 40 pour comprendre que la CIA disait la vérité. Bien sûr, elle avait son intérêt, et la Russie de Poutine reste son meilleur ennemi. Mais la réalité des bombes lâchées sur des habitations, des écoles, des hôpitaux en a surpris plus d'un. Y compris en Ukraine où la machine de propagande russe avait relativement bien fonctionné. En quelques jours, les documents fournis par les Américains sont ressortis. Ils étaient, la plupart du temps, exacts. La parole américaine, considérablement dévaluée, a été revalorisée. Et les mises en garde vérifiées ont obligé les pays européens les plus réticents à prendre position.

La puissance des réseaux sociaux a fait le reste pour convaincre les réticents. Le moindre bâtiment bombardé a été filmé, diffusé, comme les victimes civiles et militaires. Vladimir Poutine, engoncé dans sa vérité alternative, n'avait ni compris ni prévu la modernité et la force de la résistance ukrainienne. La promenade de santé pour prendre Kiev a rapidement tourné à une offensive militaire complexe et risquée pour ses propres troupes. L'Information, avec un grand I, l'a gênée. Elle n'émanait plus seulement d'une CIA honnie, mais d'hommes et de femmes, parfois russes, témoignant sur le terrain. Ça aussi, Burns l'avait anticipé, contrairement à ses homologues de Moscou. Le mur de censure érigé par le Kremlin

dans toute la Russie se lézarde. Même à toute petite dose, les réseaux sociaux informent une partie des Russes de l'échec militaire probable de leur armée. Et si, à la fin, l'information pouvait gagner contre la propagande ?

Les informations que vous allez lire décrivent un état des menaces dans le monde, et pas uniquement dans le domaine militaire. On le sait, la guerre en Ukraine aura des répercussions alimentaires, et donc sociales, parce que le blé ukrainien nourrit une partie du monde. Mais il se peut aussi que la crise climatique rende caducs tous nos espoirs, ou qu'une nouvelle pandémie émerge, plongeant les dirigeants dans une stratégie de survie collective. Les auditions du directeur de la CIA à la Chambre des représentants nous éclairent sur l'intérêt du partage de l'information. Un dirigeant est rarement seul : son entourage et son opposition doivent l'aider à décider. À condition d'être informés, et pour ne pas avoir à dire bêtement : « On ne savait pas. »

L'Ukraine n'est pas la seule crise qui préoccupe les analystes de Langley, tant s'en faut. D'autres fronts gelés de la guerre froide sont vus comme des conflits potentiels. Le détroit de Formose est considéré par le renseignement américain comme le lieu d'un possible affrontement avec la Chine communiste, si Pékin recourt à la force contre Taïwan. Xi Jinping, qui a annoncé avec Poutine l'« amitié sans limites » entre leurs deux pays quelques semaines avant l'invasion russe de l'Ukraine, partage avec son allié une certaine franchise sur ses intentions. Il n'a jamais exclu le recours à la force pour « réunifier » l'île rebelle.

Entre les deux Corées, où la paix n'a jamais été signée depuis les années 1950, la course aux armements est une source supplémentaire d'instabilité. La Corée du Nord a depuis le début de l'année multiplié les tests de missiles balistiques et hypersoniques, dont des missiles intercontinentaux qui mettraient le territoire continental des États-Unis à portée de tir, et pourraient inciter Pyongyang à un aventurisme militaire.

Les capacités balistiques croissantes de l'Iran et celles de ses alliés houthis au Yémen continuent aussi de préoccuper le renseignement américain.

Toujours aux prises avec une pandémie mal jugulée, soumis à des soubresauts économiques aux effets imprévisibles, et à des changements climatiques qui s'accroissent, notre monde est entré dans une zone de turbulences. Les puissances «révisionnistes» considèrent que le moment est venu de remettre en question les règles et les frontières. Le monde multipolaire souhaité depuis longtemps par les critiques de l'«hyperpuissance» américaine est là, et il n'est pas très stable. Une vision claire est plus que jamais nécessaire. Là non plus, les analystes de la CIA n'inventent rien. Tout est mis sous nos yeux.

Aux portes européennes de la Russie, les dirigeants savent bien ce qu'il peut se passer. Vladimir Poutine n'a jamais fait mystère de son envie de «reprendre» des territoires qu'il considère sortis par erreur de l'influence russe. Dès le déclenchement de l'offensive russe en Ukraine, les pays de l'est et du nord-est de l'Europe ont tremblé. Leur intégration progressive dans l'Union européenne et l'OTAN a provoqué la fureur du Kremlin, contenue et discrète d'abord, puis assumée et franche. Les armées de ces États ont placé tout ou partie de leurs troupes en état d'alerte, pendant que des avions russes survolaient leurs territoires, parfois équipés d'armes nucléaires. Intimidation ou provocation : si en Europe de l'Ouest ces manœuvres sont minimisées, elles sont prises très au sérieux à Varsovie, Tallin, Riga ou Vilnius.

Notre connaissance de la géographie et de l'histoire des pays de l'Europe de l'Est est souvent limitée. La partie orientale de notre continent a pourtant vécu au xx^e siècle une expérience assez différente de la nôtre. La Seconde Guerre mondiale ne s'est pas achevée par une joyeuse libération en 1945 pour ces pays-là, mais par quarante-cinq ans d'occupation russe, qui ne s'est achevée qu'en 1989.

Et le souvenir de leur partage par Staline et Hitler en 1940, période historique rarement évoquée par Poutine, est resté vif. Les souverainistes ne se préoccupent guère de ces souverainetés-là, mais pour les trois pays baltes, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie, pour la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Moldavie et la Roumanie, l'OTAN n'est pas vue comme une expression de l'impérialisme américain, mais plutôt comme une garantie de leur indépendance et de leur récente expérience démocratique.

On lira ainsi dans les pages qui suivent que Moscou se préoccupe régulièrement du sort des 26 % de russophones qui vivent aujourd'hui en Lettonie. Un pays que la Russie n'a quitté qu'en 1994, et qu'elle considère encore dans son orbite naturelle, malgré l'indépendance acquise. On apprendra aussi que Vladimir Poutine a dénoncé l'accord frontalier signé en 2005 avec l'Estonie, estimant que le texte faisait référence à une occupation soviétique pour lui parfaitement normale. La Lituanie, membre de l'OTAN depuis 2004, compte 16 000 soldats d'active, a 1 768 kilomètres de chemin de fer, et 84 166 kilomètres de chaussée goudronnée. 13 % de ses exportations partent en Russie, et 61 aéroports sont en état de marche. Ces chiffres peuvent paraître arides : ils sont en fait essentiels pour connaître et comprendre le dynamisme et la modernité des voisins de la Russie. La CIA rend ces informations publiques et accessibles pour une raison simple : les Russes, eux, s'intéressent à ces données de très près.

Les analyses, faits et chiffres sont indispensables parce qu'ils sont ce que les démagogues de tous bords nient : des faits. On voudrait souvent nous faire croire qu'une opinion en vaut une autre. Peut-être. Un fait, lui, est une information. Et c'est sans doute ce qui éclaire le mieux dans le brouillard.

Adrien Faulmes & Lucas Menget.

Note de l'éditeur. Cet ouvrage se compose du rapport intégral sur les nouvelles menaces, émanant du Renseignement américain, qui vient d'être rendu public, des principaux passages de l'audition devant la Chambre des représentants des responsables du Renseignement, et notamment de la CIA, au sujet de ce rapport, des faits et chiffres donnés par la CIA sur la Russie, l'Ukraine, la Pologne, la Biélorussie, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Moldavie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Finlande.

Imprimé en France

ÉDITIONS **DES** ÉQUATEURS

www.editionsdesequateurs.fr

